

Afrique de l'Ouest et du Centre West- und Zentralafrika

Les Semences Paysannes en Afrique de l'Ouest et du Centre

Face à la mondialisation et quel avenir ?

En Afrique de l'ouest et du centre, depuis des millénaires, les paysans et les paysannes ont développé et maintenu la diversité des cultures, par voie de sélection naturelle. Ces ressources génétiques constituent la base de notre alimentation, une alimentation garantie et soutenue par une autonomie dans le choix et l'utilisation des semences autochtones autoproduits ou obtenues par échange.

L'échange des semences ne connaît pas de frontière, elles ont une identité communautaire et culturelle, raison pour la quelle les semences circulent entre les agriculteurs sans problèmes. Souvent, il s'agit de nouvelles introduction ou des variétés améliorées et adaptées aux exigences climatiques et culturelles du terroir

Au Mali, le libre échange des semences n'est pas encore attaqué par aucune législation en vigueur, par conséquent, il existe une réelle diversité de cultures, garantissant une alimentation variée et enrichie. Les échanges intercommunautaires concernent surtout les semences traditionnelles conservées et protégées depuis des générations et non les semences certifiées qui sont très souvent détenues par les élites « les paysans de Dimanche ».

A Safo en zone périurbaine de Bamako, il a été constaté sur les cinquante dernières années, la disparition de quinze variétés de sorgho cultivées sur trente six, neuf sur trente quatre pour le maïs cultivée et cinq sur dix pour le mil. Pour les cultures détenues par les femmes et considérées comme cultures négligées, on constate que sur seize variétés locales de niébés cultivées, une seule a disparue, les variétés de wandzou cultivées au nombre de cinq sont toujours cultivées par les femmes.

En zone périurbaine comme à Douentza, l'essentiel des variétés négligées ou marginalisées sont détenues et utilisées de façon continue dans les champs de femmes. Les cultures négligées (environ une centaine) permettent a des milliers de pauvres agriculteurs de survivre et de participer la construction de la souveraineté alimentaire. C'est pourquoi le USC-Canada, de même que l'AOPP (association des organisations des producteurs professionnels) s'attellent à la revalorisation du fonio qui était sur point de disparition malgré son potentiel alimentaire et économique. L'USC-Canada a aussi appuyé la création de banques de gènes et de la collection vivante à dimension communautaire, pour la gestion et la conservation de la biodiversité.

En horticulture, les maraîchers font recours aux semences industrielles, s'il s'agit des semences hybrides de choux (KK Cross, Africa Gross), de concombres, de betteraves etc., du fait que ces semences ne sont pas autos productibles. Les producteurs de banane se forment aux techniques de production et multiplication des plants par fragmentation de tige dans les conditions in vivo, pour maintenir une productivité constante et pour mieux préserver et protéger la variété locale en exploitation.

A présent, en Afrique de l'Ouest et au Mali, les semences traditionnelles circulent librement entre les mains des exploitants agricoles sans problèmes par des réseaux traditionnels de transmission mis en place à cet effet.

Dans les communautés traditionnelles, il existe des producteurs semenciers reconnus et respectés de l'ensemble des pairs, qui approvisionnent la communauté en semence de tout genre produite dans le terroir et adaptée aux conditions climatiques.

Ces semences ont une valeur économique, sociale et culturelle ancrée dans les civilisations de génération en génération, comme c'est le cas de la plus part des savoir et savoir faire traditionnel. Malgré, la globalisation du monde, la transmission des semences de façon endogène demeure une pratique courante.

Au Mali, l'échange de semence entre les producteurs fait de notre agriculture l'une des plus diversifiées au monde, car la monoculture n'est pas une réalité africaine eu égard au fait que la nourriture de l'ensemble de la population est produite par les petites exploitations familiales rurales au nombre de 360 000 et disposant en moyenne d'une superficie de moins de 4 ha.

De nos jours, bien que des résistances s'organisent pour mieux lutter contre le DPI, les brevets, les législations sur les semences et les OGM, force est de constater que les agriculteurs ouest africains ne sont pas toujours bien informés à temps pour mener une résistance commune organisée, structurée et bien coordonnée.

En Afrique de l'Ouest et au Mali, c'est le mouvement Anti OGM qui s'affirme en posant des actes et des actions concrètes sur le terrain comme l'atteste

- les conclusions et les recommandations des travaux de l'Espace Citoyen d'interpellation démocratique (ECED) sur les Organismes Génétiquement Modifiés (OGM) et l'avenir de l'agriculture au Mali, à cette rencontre de Sikasso en 2006, les paysans et les paysannes, ont fermement affirmé leur opposition aux OGM et dit oui aux semences paysannes traditionnelles ;
- l'organisation de la caravane de semences locale de Mopti à Douentza a donné l'occasion aux paysans et aux paysannes de crier haut et fort dans le but de protéger et de sauvegarder la pureté des semences autochtones ;
- la marche contre les OGM organisée par la Coalition pour la Protection du Patrimoine Génétique du Mali et la société civile.

Au regard de ces constats, la Coordination Nationale des Organisations Paysannes du Mali (CNOP) a sollicité et a obtenu de ces alliés et partenaires l'organisation de deux événements majeurs, l'atelier DPI Afrique de l'Ouest « échange paysan sur la privatisation de la semence » processus préparatoire au forum sur la souveraineté alimentaire et le Forum Mondial sur la Souveraineté Alimentaire, Nyéléni 2007

1. Atelier DPI Afrique de l'Ouest « échange paysan sur la privatisation de la semence » processus préparatoire au forum sur la souveraineté alimentaire Semences paysannes

Avant le forum Mondial sur la souveraineté, les exploitants agricoles, les éleveurs nomades et les représentants de la société civile et des mouvements sociaux et environnementaux de 17 pays, principalement de l'Afrique de l'Ouest avec des représentants d'Afrique du Nord, d'Asie, d'Amérique du Sud et d'Europe, se sont réunis à Bamako du 17 au 21 février 2007 pour discuter et échanger sur:

- la privatisation des semences et les semences génétiquement modifiées ;
- les principes de l'agro écologie et les pratiques d'agricultures paysannes ;
- la conservation des semences paysannes et des races animales dans le contexte de la souveraineté alimentaire et culturelle de nos pays et leur capacité de subvenir et d'orienter l'alimentation et l'agriculture dans le sens d'une protection de la nature en garantissant les moyens d'existence des communautés paysannes de notre planète.

Durant cet atelier, nous avons écouté un certain nombre d'exemples de destruction causée par des semences génétiquement modifiées en Asie et en Amérique Latine, aussi bien qu'en Afrique du Sud et en Europe. Nous avons aussi entendu des exemples de biopiraterie pillant le patrimoine génétique de nos pays: nous sommes totalement convaincus que nous ne devons pas laisser cette pratique se poursuivre dans les territoires des pays de l'Afrique et donc, nous demandons fermement à nos gouvernements d'instaurer des mécanismes pour prévenir de telles pratiques dans cette région du monde

Dans le contexte de l'Afrique de l'Ouest, le plus grand danger que nous devons affronter est la privatisation des semences à travers l'UPOV et les accords de Bangui sur la propriété intellectuelle, qui

soutiennent les droits des sélectionneurs au détriment des droits des agriculteurs à utiliser leur propre semence. Il en est de même avec d'autres accords de partenariat économique régionaux comme ceux de la CEDAO et du CILSS, qui suivent les obligations de l'OMC. Nous demandons que ces accords laissent la privatisation de l'agriculture et des semences en dehors de leurs objectifs, et protègent les paysans et les semences paysannes

Un autre grand danger pour notre souveraineté alimentaire vient des tentatives agressives de l'industrie biotechnologique en Afrique et spécifiquement en Afrique de l'Ouest, soutenues par les gouvernements des pays du Nord et des institutions internationales. Dans ce contexte, nous sommes préoccupés notamment, par les multiples intrusions dans nos politiques nationales des organisations, comme l'USAID, le Programme Alimentaire Mondial, le Catholic Relief Service, sous couvert de l'aide alimentaire ou pour construire nos capacités de cadres nationaux de biosécurité. Nous sommes certains que de tels cadres de biosécurité qui ont été définis au Etats-Unis sont un piège pour faciliter la libre introduction des cultures génétiquement modifiées

Nos échanges ont permis d'ouvrir de nouvelles fenêtres sur les pratiques agricoles qui affirment la vie et la préservation des semences et des races animales, et sur les luttes pour la souveraineté des communautés agraires pour leur alimentation et leurs semences. Ces échanges ont aussi confirmé notre conviction dans la force de nos systèmes de connaissances traditionnelles et d'échanges interculturels basés sur le respect.

L'atelier a permis aux paysans participants au forum sur la souveraineté alimentaire de mieux se préparer et surtout d'être à la hauteur des débats, car les semences constituent l'élément central, s'il s'agit de gagner une alimentation saine et de façon souveraine. Une déclaration a sanctionné cet atelier

Il faut aussi, signaler qu'un marché de semences a été construit en marge de l'espace Nyeleni (en Off) par la CNOP afin de mettre à la disposition des délégués et non délégués du forum un espace d'échange et d'intégration des peuples en général et en particulier aux organisations non invitées à participer de marquer leur intérêt et leur présence par des expositions des semences.

Le marché de semence, se voulait un espace d'intégration des paysans maliens et ceux de Sélingué en particulier et les autres paysans étrangers venus de tout le monde entier.

Aussi, le marché a servi aux paysans et à leurs partenaires, d'espace d'échange d'expérience et savoir faire dans l'utilisation, la multiplication, la conservation et la sauvegarde de la biodiversité semencière.

Le marché a été construit et aménagé par l'appui financier de l'USC-Canada et a été occupé par certaines expositions de qualités et très diversifiées.

L'affluence de participation a été beaucoup moindre les deux premiers jours, mais important, les jours suivants, on estime à plus deux cents visiteurs pendant toute la durée de l'événement.

Il faut signaler, la visite du marché par certains leaders paysans comme José Bové et d'autres, de même que deux antennes de radio Françaises.

2. Forum Mondial sur la Souveraineté Alimentaire à Sélingué « Nyéléni 2007 »

Le forum mondial sur la souveraineté alimentaire dénommé « Nyéléni 2007 » organisé par la CNOP et ces alliés et partenaires du 23 au 27 février 2007 à Sélingué, a connu la participation de plus de 500 représentants de plus de 80 pays, d'organisations de paysans, de pêcheurs traditionnels, de peuples autochtones, de peuples sans terre, de travailleurs ruraux, de migrants, d'éleveurs nomades, de communautés habitant les forêts, de femmes, de jeunes, de consommateurs, de mouvements écologistes et urbains.

Ce forum, se voulait un espace de clarification du concept de souveraineté alimentaire et de construction des alliances communes qui s'inscrivent dans la durabilité.

A Sélingué, il ressort que la souveraineté alimentaire est le droit des peuples à une alimentation saine, dans le respect des cultures, produite à l'aide de méthodes durables et respectueuses de l'environnement, ainsi que leur droit à définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles. Elle place

les producteurs, distributeurs et consommateurs des aliments au cœur des systèmes et politiques alimentaires en lieu et place des exigences des marchés et des transnationales. Elle défend les intérêts et l'intégration de la prochaine génération. Elle représente une stratégie de résistance et de démantèlement du commerce entrepreneurial et du régime alimentaire actuel. Elle donne des orientations pour que les systèmes alimentaires, agricoles, halieutiques et d'élevage soient définis par les producteurs locaux.

La souveraineté alimentaire donne la priorité aux économies et aux marchés locaux et nationaux et fait primer une agriculture paysanne et familiale, une pêche traditionnelle, un élevage de pasteurs, ainsi qu'une production, distribution et consommation alimentaires basées sur la durabilité environnementale, sociale et économique.

La souveraineté alimentaire promet un commerce transparent qui garantisse un revenu juste à tous les peuples et les droits des consommateurs à contrôler leurs aliments et leur alimentation. Elle garantit que les droits d'utiliser et de gérer nos terres, territoires, eaux, semences, bétail et biodiversité soient aux mains de ceux et celles qui produisent les aliments.

La souveraineté alimentaire implique de nouvelles relations sociales, sans oppression et inégalités entre les hommes et les femmes, les peuples, les groupes raciaux, les classes sociales et les générations.

Au cours du forum 7 thèmes ont été retenus et qui ont fait l'objet de travail de groupe on peut citer entre autres : politiques commerciales et marchés locaux, savoirs locaux et technologies, accès et contrôle des ressources naturelles, partage des territoires, conflits et catastrophes, conditions sociales, conditions sociales et migrations forcées et enfin modèles de production.

Face à la mondialisation, les petites exploitations agricoles africaines doivent renforcer les valeurs économiques, sociales et culturelles par la protection et mise en place de véritables réseaux endogènes d'échange et la distribution de masse de semences locale, comme ça été toujours le cas dans les communautés traditionnelles.

La protection, la sauvegarde et la valorisation des semences locales dans les systèmes de production sont les seuls moyens de perpétualiser et d'autoreproduction de notre agriculture.

L'avenir de l'agriculture africaine dépendra de son efficacité, de sa performance productive et surtout de sa capacité d'adaptation évolutions politiques, économiques, sociales et environnementales.

L'avenir de l'agriculture africaine doit passer par le renforcement et le développement des réseaux d'échange entre paysans, par conséquent, les petits exploitants agricoles doivent développer des stratégies de défense, de protection et de coopération mutuelles qui s'inscrivent dans la durabilité.

Pour cela, il est indispensable de construire des alliances et développer des alternatives de résistances impliquant l'ensemble des mouvements sociaux à travers le monde oeuvrant pour une agriculture juste, équitable et respectueuse de l'environnement. Ainsi, les grandes organisations et les plates formes nationales et régionales, doivent travailler en synergie de manière à construire une résistance commune contre l'ensemble des stratégies mises places par politiques néolibérales, cela nécessite, l'organisation des rencontres à travers des réunions, des ateliers et des forums...etc.

Les plates formes et les coordinations nationales des organisations paysannes comme la CNOP doivent œuvrer pour la protection et la défense de la biodiversité semencière tout en favorisant les échanges de semences entre paysans avec l'appui du ROPPA, de la COPAGEN et les organisations paysannes d'autres continents comme le Via Campesina, Marche Mondiale des Femmes, ...etc.

La mise en synergie des actions collectives à travers la construction des alliances et la constitution des mouvements sociaux forts est l'une des conditions incontournable pour la survie des semences traditionnelles et l'agriculture familiale à travers le monde.